

VILLE DE VANNES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE VANNES**

§ § § § § §

Séance du Conseil municipal du 14 novembre 2022

Le Conseil municipal, convoqué par lettre du lundi 07 novembre 2022, s'est réuni le 14 novembre 2022, sous la présidence de M. David ROBO, Maire

Présents :

David ROBO, François ARS, Christine PENHOUE, Mohamed AZGAG, Monique JEAN, Michel GILLET, Gérard THEPAUT, Hortense LE PAPE, Olivier LE BRUN, Chrystel DELATTRE, Fabien LE GUERNEVE, Latifa BAKHTOUS, Armelle MANCHEC, Patrick LALOUX, Alain Michel RICHER, Eric ROUILLON, Catherine LE TUTOUR, Marie CLEQUIN, Jean-Pierre RIVERY, Violaine BAROIN, Jean-Jacques PAGE, Patrice KERMORVANT, Annaïck BODIGUEL, Karine SCHMID, Maxime HUGÉ, Vincent GICQUEL, Pascale DEVOILLE, Virginie TALMON, Claire BOEDEC, Franck POIRIER, Christian LE MOIGNE, Simon UZENAT, Guillaume AUFFRET, Patrick LE MESTRE, Odile MONNET, Marie-Noëlle KERGOSIEN, François RIOU

Pouvoirs :

Anne LE HENANFF a donné pouvoir à M. LE GUERNEVE
Nadine PÉLERIN a donné pouvoir à M. ARS
Patrick MAHE O'CHINAL a donné pouvoir à Mme MANCHEC
Frank D'ABOVILLE a donné pouvoir à M. RICHER
Elen KERGUERIS a donné pouvoir à M. AZGAG
Sandrine BERTHIER a donné pouvoir à M. UZENAT
Laetitia DUMAS a donné pouvoir à M. POIRIER

Absent(s) :

Marc-Antoine MENIER

Membres en exercice : 45

Secrétaire de séance : Guillaume AUFFRET, Conseiller municipal

Séance du Conseil Municipal du 14 novembre 2022

CONSEIL MUNICIPAL

Délégation de compétences du Conseil municipal au Maire

M. David ROBO présente le rapport suivant :

L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales donne la possibilité au Conseil municipal de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, certaines de ses compétences.

Le Maire doit en rendre compte à chacune des réunions du Conseil municipal.

En cas d'empêchement du Maire, les décisions ayant fait l'objet de la délégation seront prises par l'Adjoint(e) au Maire bénéficiant d'une délégation générale de fonction et de signature.

Je vous propose :

- de donner délégation au Maire, et en cas d'empêchement du Maire, à l'Adjoint(e) au Maire bénéficiant d'une délégation générale de fonction et de signature, pour la durée de son mandat, dans les domaines énumérés à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, à savoir pour :

- 1) arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux,
- 2) fixer, dans les limites prévues par délibérations de cadrage annuelles, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,
- 3) procéder, dans les limites fixées par le Conseil municipal lors de l'approbation des délibérations budgétaires, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- 4) prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- 5) décider de la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
- 6) passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes,
- 7) créer, modifier ou supprimer, les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

- 8) prononcer la délivrance et la reprise des concessions d'
- 9) accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,
- 10) décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €,
- 11) fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
- 12) fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux, le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes,
- 13) décider de la création de classes dans les établissements d'enseignements,
- 14) fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme,
- 15) exercer au nom de la commune les droits de préemption urbains définis par le Code de l'urbanisme ou notification du renoncement à ces droits, que la commune en soit titulaire ou délégataire, et selon les termes des délibérations du 21 mai 2010, du 11 février 2011 et du 15 octobre 2018. Dans les conditions fixées par la délégation des droits de préemption urbains définis par les articles L 211-1 et suivants du code de l'urbanisme, le Maire peut déléguer cet exercice à l'établissement public de Bretagne pour des transactions immobilières d'un montant maximum de 10 millions d'euros, conformément aux dispositions de l'article L 213-3 du code l'urbanisme,
- 16) intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, à savoir toute demande ou toute défense relevant d'un domaine de compétence de la commune, engagée dans son intérêt tant devant une juridiction administrative que devant une juridiction judiciaire - avec ou sans constitution de partie civile - de premier, second degré ou en cassation ainsi que tout document relatif à la mise en œuvre d'une telle décision (mémoires, ...), et de transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 €,
- 17) régler les conséquences dommageables de tous accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules municipaux,
- 18) donner, en application de l'art L.324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,
- 19) signer les conventions prévues par la quatrième alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et les conventions prévues par l'article L 332-11-3 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser une participation à la réalisation d'équipements publics,
- 20) réaliser les lignes de trésorerie dans la limite d'un montant maximum de 10 millions d'euros
- 21) exercer au nom de la commune le droit de préemption commercial en application de l'article L.214-1 et suivants du Code de l'urbanisme, et ce dans les conditions fixées par la délibération du Conseil municipal du 21 mai 2010 ;
- 22) exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du Code de l'urbanisme. Dans les conditions fixées par les articles L 240-1 et suivants du code de l'urbanisme, le Maire peut déléguer l'exercice du droit

de priorité à l'établissement public de Bretagne
immobilières d'un montant de 10 millions d'euros,

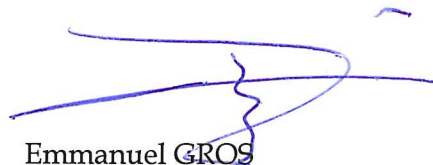
- 23) prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune,
 - 24) autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
 - 25) demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions,
 - 26) procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux.
- d'autoriser le Maire, y compris en cas d'empêchement de ce dernier, à donner délégation de signature au Directeur général des services, au Secrétaire général, aux Directeurs généraux adjoints, aux directeurs et aux chefs de services, pour les décisions ci-dessus listées.

ADOpte A LA MAJORITE

Pour : 39 voix

Contre : 5 voix.

Pour extrait certifié conforme au procès-verbal
Le Directeur Général des Services

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'E' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Emmanuel GROS